

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 23/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 septembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MACHAON

3 Avenue du 106ème Régiment d'Infanterie
51000 Châlons-En-Champagne

Références : D3 i 2024-880
Code AIOT : 0005704963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 septembre 2024 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106^{ème} Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 05 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La loi anti-gaspillage a mis en place un cadre qui permet de réduire et d'anticiper ces rejets des industriels. Depuis le 1^{er} janvier 2023, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés plastiques industriels ont l'obligation d'adapter leurs équipements, notamment leurs systèmes de captation, et de mettre en place des procédures pour empêcher la fuite de ces granulés dans l'environnement. Elle impose également la publication par les industriels concernés des résultats des audits réalisés (tous les trois ans) par des organismes accrédités COFRAC. Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale visant à vérifier la mise en œuvre de ces obligations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- 3, avenue du 106^{ème} Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n° 2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers. Le PEBD est valorisé à hauteur de 50 % en granulés plastiques qui seront utilisés pour confectionner des sacs en plastiques ou des tuyaux d'arrosage ; les 50 % restant, non valorisables, sont utilisés comme combustible solide de récupération, en cimenterie notamment.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement article D. 541-364	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement article D. 541-361	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement article D. 541-362	Demande d'action corrective	1 mois
6	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Définition	Code de l'environnement article D.541-360	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'annonce de l'inspection a permis à l'exploitant de prendre connaissance des dispositions introduites par le décret du 16 avril 2021, de les mettre en œuvre ou de les engager. L'ensemble est globalement satisfaisant mais quelques améliorations doivent encore être réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Définition

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D.541-360
Thèmes : Actions nationales 2024, GPI
Prescription contrôlée : Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par : 1° " Plastique ", un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, auquel des additifs ou autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structurel principal de produits finaux, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ; 2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ; 3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes [par an], ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels. Constats : L'établissement MACHAON valorise le polyéthylène basse densité (PEBD) issus des plastiques de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers au niveau national, à hauteur de 40 000 tonnes de déchets entrants par an. Après tri, environ 50 % du plastique est valorisé sous forme de granulés qui seront utilisés pour la fabrication de nouveaux films (sacs de collecte de déchets ménagers, tuyau d'arrosage notamment). Environ 15 000 tonnes de granulés sont produits annuellement. Les granulés présentent une dimension d'environ 3 mm. Les 50 % restants, non valorisables, sont broyés pour être utilisés comme combustible solide de récupération (CSR). Ces broyats présentent des dimensions inférieures à 3 cm. Les granulés produits répondent à la définition de l'article D. 541-360 du code de l'environnement, une partie des broyés (ceux de moins de 1 cm) également. Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-364
Thèmes : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre

<p>norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.</p> <p>Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'audit n'a pas été réalisé. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le bon de commande de l'audit signé, daté du 13 septembre 2024. Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué, par un courriel du 18 septembre 2024, que l'audit sera réalisé entre le 4 et le 6 février 2025 par DEKRA (courriel de DEKRA joint à l'appui).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de transmettre le rapport de l'audit à l'inspection dès réception et d'en publier la synthèse sur votre site Internet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 3 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-361</p>
<p>Thèmes : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné les 2 caniveaux situés au Nord-Ouest du site, lesquels collectent les eaux pluviales de ruissellement.</p> <p>Au niveau de l'exutoire des eaux pluviales au Nord - Ouest du bâtiment de production, l'inspection a constaté la présence d'une grille permettant de retenir les granulés plastiques en sortie du caniveau. Les dimensions des perforations de la grille sont égales à la dimension des granulés (présence de granulés coincés dans la grille). Cependant, il n'a pas été constaté la présence de granulés dans le regard situé en aval de cette grille. Ce regard rejoint le réseau de collecte communal des eaux pluviales.</p>

<p>Au Nord-Ouest du bâtiment de stockage, un autre caniveau ne dispose pas de dispositif permettant de confiner et de récupérer les granulés susceptibles d'être disséminés dans l'environnement. Ce caniveau rejoint un regard dont l'exploitant ne connaît pas l'exutoire. Des granulés étaient présents dans ce regard qui se trouve à l'aval de la zone d'expédition des granulés par citerne et de la cour qui est traversée par les engins lors du transfert des big-bags. La présence de granulés répandus sur le sol de la zone d'expédition par citerne et dans la cour a été constatée (cf constat 5), ceux - ci sont susceptibles d'être acheminés vers le regard par ruissellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient, d'une part, de vérifier que la dimension des perforations de la grille située à la sortie du caniveau au Nord - Ouest du bâtiment production est adaptée à la taille des granulés produits. D'autre part, il convient, au niveau du caniveau situé au Nord-Ouest du bâtiment de stockage, de mettre en place un dispositif de confinement et de récupération permettant de prévenir la dissémination des granulés plastiques dans l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseau eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] <ul style="list-style-type: none"> • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • [...] <ul style="list-style-type: none"> • les ouvrages d'épuration interne et leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant ne connaît pas l'exutoire du regard de collecte des eaux pluviales situé au Nord Ouest du bâtiment de stockage. Il n'a pas été en mesure de présenter le plan présentant le réseau de collecte des eaux pluviales.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de transmettre à l'inspection, le plan du réseau de collecte des eaux pluviales de votre établissement et de lui indiquer l'exutoire du regard situé au Nord-Ouest du bâtiment de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-362
Thème : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : - Le plan des zones où des granulés plastiques sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement a été transmis par courriel du 18/09/2024. L'exploitant a identifié : <ul style="list-style-type: none">• la zone de transfert de big-bag contenant les granulés (càd la cour entre les bâtiments production et stockage),• la zone de chargement des rebuts broyés destinés à être utilisés comme combustible solide de récupération (CSR),• la zone de chargement des granulés par citerne,• les caniveaux de collecte des eaux pluviales. Ce plan nécessite d'être complété par l'inventaire des équipements et dispositifs permettant de confiner les granulés accidentellement répandus dans l'environnement. - Le transport des granulés se fait en big-bag de 1,1 tonne uniquement. Au moment du remplissage du big-bag, celui-ci est suspendu, un défaut dans l'emballage serait alors immédiatement visible. Les big-bags sont transportés sur des palettes après avoir été houssés puis filmés (sauf pour les big-bags destinés au remplissage des citernes). Lors du chargement dans les camions, les big-bags sont sanglés. Lors du chargement en citerne, les big-bags sont vidés dans une trémie. Il a été constaté que des granulés sont répandus au sol de la zone de chargement par citerne en quantité significative. Il convient d'améliorer le nettoyage de cette zone ainsi que de la cour entre les bâtiments production et stockage. En ce qui concerne les broyés (CSR), ils sont stockés et chargés dans une halle couverte disposant d'un quai de chargement. Une consigne indique au conducteur de procéder au nettoyage du dessus et des roues du camion avant départ. Des balais et une souffleuse sont mis à disposition. Les procédures PR3 (chargement des bigs-bags), PR13 (filmage des bigs-bags), PR7 (enlèvement des bigs-bags), PR10 (transfert de big-bag) mentionne le fait de s'assurer de l'absence de perte de granulés. Elles méritent d'être complétées par une consigne relative au nettoyage des zones correspondantes. - L'établissement ne dispose pas de bassin de rétention. Un agent d'entretien est spécifiquement

dédié au nettoyage du site et de ses abords (hors week-end). Lors de l'inspection, il a indiqué procéder une fois par semaine au nettoyage du caniveau de collecte des eaux pluviales (cf constat 3).

- Il a été constaté que la sensibilisation et la formation du personnel du site ne sont pas formalisées.

- Enfin, par courriel du 18 septembre 2024, l'exploitant a transmis le registre de contrôle interne semestriel qui a été mis en place mais n'a pas encore été complété du fait de la rédaction récente des procédures liées à la dispersion des granulés. Ce registre **nécessite d'être complété en ce qui concerne l'inventaire et le bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs destinés à confiner les granulés.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de :

- compléter le plan des zones où des granulés plastiques sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement, transmis par courriel du 18 septembre 2024, par l'inventaire des équipements et dispositifs permettant de confiner les granulés accidentellement répandus dans l'environnement ;
- améliorer le nettoyage de la zone de chargement des citernes ainsi que de la cour entre les bâtiments production et stockage ;
- compléter les procédures existantes par une consigne relative au nettoyage des zones de travail ;
- former et sensibiliser le personnel, notamment par voie d'affichage ;
- compléter le registre d'audit semestriel par l'inventaire et la vérification du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs destinés à confiner les granulés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
Prescription contrôlée : [...] III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...] Les résultats des 3 campagnes d'analyse PFAS des rejets aqueux ont été transmis. Par courrier du 19 juin 2024, l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que le flux massique journalier moyen en AOF qui en ressort pour son établissement (30,01 g/j) le place parmi les établissements représentant 99 % des flux en PFAS/AOF au niveau national. Un plan d'action visant à limiter les émissions en PFAS/AOF doit être engagé, s'articulant autour de 3 axes : l'investigation, la réduction/suppression et la surveillance. Par courrier du 1er août 2024, l'exploitant a indiqué ne pas utiliser de produits contenant des PFAS ou AOF. Il propose de procéder à une nouvelle mesure en entrée et en sortie.
Constats : L'exploitant a indiqué que de nouvelles analyses (au niveau du rejet et au niveau de l'eau du forage utilisée pour le lavage des produits entrants) seront réalisées les 7 et 8 octobre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de déposer sur GIDAF le résultat des nouvelles analyses dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois